

## SONDAGE AUPRÈS DE 345 PROFESSEURS DES ÉCOLES : ANALYSES PRINCIPALES

*L'association ENQUÊTE, le think tank Vers le haut et le groupe Bayard se sont associés pour réaliser une étude quantitative qui a été administré en décembre 2015 par l'institut de sondage OpinionWay. Le questionnaire initial et une analyse des données brutes ont été réalisés par la doctorante. Une présentation des résultats réalisée par OpinionWay est disponible sur le site d'ENQUÊTE<sup>5</sup>.*

► **Les « favorables actifs » : 35%** des professeurs interrogés se déclarent favorables à l'enseignement des faits religieux et le mettent en pratique. Une fracture importante apparaît en fonction de la conviction : 36% se déclarent « sans religion » et 60% déclarent « avoir une religion ». Plusieurs profils se dessinent sur le terrain : ceux qui mettent en œuvre cet enseignement exclusivement dans le cadre de l'histoire ou de l'histoire des arts mais prennent le temps de parler des croyances et des pratiques sociales liées aux religions contemporaines ; ceux qui ne construisent pas un programme ou n'inscrivent pas cet enseignement dans une discipline déjà existante mais le fondent sur l'utilisation des rares outils existant ; et ceux qui sont dans l'ingénierie pédagogique et créent leur propre enseignement des faits religieux.

► **Les « hostiles » : 37%** se déclarent opposés à l'enseignement des faits religieux, et ne le pratiquent pas, avec des variations en fonction de leur conviction religieuse : globalement, ceux qui se déclarent hostiles à cet enseignement sont plus nombreux à se déclarer « sans religion ». Parmi les « hostiles », 93% considèrent que l'enseignement des faits religieux n'est pas au programme du primaire. Pour eux, cet enseignement est soit illégitime, soit non pertinent.

► **Les « contraints » : 3%** se déclarent opposés à l'enseignement des faits religieux, mais le pratiquent. De façon surprenante, seuls 55% d'entre eux considèrent que l'enseignement des

faits religieux est au programme. Le choix de mettre en œuvre cet enseignement malgré les réticences personnelles est, chez certains d'entre eux, lié à une contrainte sociale ressentie : ces sujets, d'actualité, rendent nécessaire d'aborder les faits religieux en classe, en tant que question socialement vive s'imposant au professeur.

► **Les « oui mais » : 24%** se déclarent favorables à l'enseignement des faits religieux, mais ne le pratiquent pas. Pour 73% d'entre eux, cet enseignement est inscrit au programme du primaire. Ils ne l'investissent pas du fait d'un manque de formation initiale et continue (31%), d'outils pédagogiques (26%) et de temps (17%).

### PRINCIPALES CONCLUSIONS :

#### ► **L'éducation à la laïcité fait plus consensus que l'enseignement des faits religieux ; leur articulation divise**

Si on observe un large consensus sur l'inscription de l'éducation à la laïcité dans les programmes (83%), ce n'est pas le cas pour l'enseignement des faits religieux (55%). Sur ce dernier point, on constate un écart significatif entre les professeurs « favorables actifs » (95% estiment qu'ils font partie des programmes) et les professeurs « hostiles » (seuls 7% le pensent). Par ailleurs, seuls 15% des « hostiles » estiment que l'enseignement des faits religieux permet d'éduquer à la laïcité, contre 79% des « favorables actifs » et 77% des « oui mais ».

#### ► **Le manque de formation et le besoin d'outils**

82% de l'échantillon total déclarent manquer de formation initiale sur l'enseignement des faits religieux et 87% de formation continue. Notons par ailleurs que 42% des « oui mais » expriment avoir besoin pour se lancer d'outils pédagogiques, de formations pédagogiques (34%) et de formation théoriques (24%).